

**APRÈS LE SOMMET DE BUCAREST  
L'OTAN EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ**

**Jacques Le Dauphin**

Directeur de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix, collaborateur de la revue *Recherches Internationales*

Depuis la fin de la guerre froide l'OTAN traverse une crise existentielle. Les raisons qui en 1949 avaient présidé à la création d'une alliance transatlantique défensive contre l'URSS n'ont aujourd'hui plus cours. Pour ne pas disparaître l'OTAN est condamnée à rechercher une nouvelle identité. Bien évidemment cette recherche s'effectue dans un contexte géopolitique nouveau qui comporte des recompositions stratégiques importantes. Ainsi l'Europe, qui fut de longues années le théâtre majeur de l'affrontement est-ouest, offre aujourd'hui une nouvelle physionomie. L'équation transatlantique s'en trouve naturellement affectée. Aussi les regards portés sur l'Alliance, tant du côté des États-Unis devenue seule superpuissance mondiale, que de celui des Européens, dans leur nouvelle diversité, ne sont plus les mêmes et ils ne sont pas nécessairement convergents. Depuis les années 90 l'OTAN tente de se forger une identité lui permettant de justifier le bien fondé de son existence sur la scène internationale. Comment dans cet esprit se situe le sommet de l'Organisation qui vient de se tenir à Bucarest en avril 2008 ?

**Le sommet de Bucarest, un sommet pour rien ?**

Le secrétaire général, Jaap De Hoop Scheffer, sans doute très optimiste, avait déclaré quelques jours auparavant « le sommet de Bucarest doit constituer une pierre angulaire dans la transformation de l'OTAN ». Le bilan montre qu'on est visiblement très loin du compte. En dépit des invitations prestigieuses lancées auprès de diverses organisations internationales, du secrétaire général de l'ONU lui-même, voire celle du président russe, la montagne a accouché d'une souris. En définitive nombre d'observateurs estiment que Bucarest ne fut qu'une étape intermédiaire entre le sommet qui a eu lieu à Riga en 2006 et celui du « soixantenaire », prévu en 2009 à Strasbourg-Kehl, sur les deux rives du Rhin. Et c'est sur ce dernier que tous les regards sont désormais braqués. Néanmoins, et c'est sans doute son seul mérite, le sommet de Bucarest a permis de dresser un état des lieux sur nombre de questions.

Lors de la dernière décennie l'OTAN a connu de profondes évolutions. Elle s'est élargie en intégrant de nouveaux pays issus de la sphère d'influence soviétique et des Balkans. Ce processus semble appelé à se poursuivre, mais son extension géographique fait problème au sein de l'Alliance. Si à Bucarest l'Albanie et la Croatie ont obtenu leur ticket d'entrée, il n'en a pas été de même pour l'Ukraine et la Géorgie. Malgré les pressions exercées par George Bush plusieurs pays se sont opposés à leur admission. Et lors du débat une question de fond s'est posée, l'OTAN a-t-elle vocation à s'inscrire dans une aire géographique, allant de la Baltique à la Mer Noire, se déplaçant ensuite vers l'Asie centrale, au plus près des confins chinois, et pour quels objectifs ? On connaît déjà le contentieux de taille induit avec la Russie, qui risque de s'élargir encore, dans la mesure où l'OTAN dans une forme plus ou moins structurée avait l'intention de s'ouvrir très largement à des pays de différents continents, qui ont des intérêts communs avec elle et qui coopèrent déjà sur le terrain expéditionnaire avec les troupes américaines. La question est d'autant plus importante que la dilatation de la zone d'influence de l'Alliance a déjà conduit, débordant la mission initiale de défense collective, au domaine de l'action militaire concrète, y compris hors zone continentale comme en Afghanistan.

### **OTAN, organisation « globale » ?**

L'ambition de transformer l'OTAN en une organisation « globale », étendant graduellement son champs géographique à l'ensemble de la planète est loin de faire l'unanimité des membres, car y est décelée une volonté certaine de se substituer en partie, sinon en totalité en certains cas à l'ONU. A cet égard l'action militaire en Afghanistan, ouverte par une intervention unilatérale des États-Unis et dans laquelle sous impulsion américaine plusieurs pays de l'OTAN se sont trouvés engagés, constitue un test majeur pour l'avenir. Outre l'enlisement et le flou des objectifs poursuivis par une force de 43 000 hommes (FIAS) dont l'OTAN assume le commandement, la nature même de l'engagement de l'Organisation pose question. Plusieurs pays ont manifesté le souhait de s'en dégager. C'est sans doute pourquoi George Bush à Bucarest a tenu à se féliciter de l'annonce faite par Nicolas Sarkozy, d'augmenter les effectifs français et de les situer dans les zones d'opération.

La question grandit : l'OTAN est-elle appelée à se transformer en une agence globale « pourvoyeuse » de sécurité dans les zones d'instabilité, à la carte pour l'ONU, ou bien en saisine directe par la puissance dominante ? La désastreuse expérience irakienne, entrée dans sa cinquième année, interpelle. Jusqu'où peut conduire la détermination par Washington d'ennemi potentiel, entraînant dans le sillage une organisation comme l'OTAN ? Débordant le cadre de l'Alliance elle-même, l'interrogation grandit, les États-Unis ne constituent-ils pas, par leur politique hégémonique, un risque grave pour

la sécurité internationale dans les prochaines décennies ? Cette question fut abordée avec force par Vladimir Poutine à la conférence de Munich sur la sécurité en février 2007. Dans un tel contexte on comprend aisément que la question d'un nouveau consensus transatlantique soit posée.

### **Un nouveau concept stratégique ?**

On sait que se profile la volonté de parvenir lors du sommet du « soixantenaire » de 2009, à une réévaluation du concept stratégique de l'OTAN, rien moins que de déterminer la finalité de l'Organisation. Mais dans quel esprit ? Les approches sont diverses au sein de l'Alliance. Plusieurs pays européens, et non des moindres, ne souhaitent pas voir, au travers de l'OTAN, survenir une nouvelle forme de bipolarité instinctive entre le monde occidental et un monde en évolution incertaine considéré comme porteur de menaces. Ce qui serait transformer l'OTAN en une sorte de « Sainte alliance » occidentale, entièrement dirigée par les États-Unis, où prévaudrait l'esprit de croisade d'antan, et crédibiliserait la crainte du « clash des civilisations ». C'est pourquoi ils préconisent au contraire un retour aux compétences premières de l'Organisation. Mais n'est-ce pas revenir à la question de l'utilité d'une organisation transatlantique défensive ? Le débat s'avère déjà fourni pour le sommet de 2009, et les contradictions rudes.

Alors dans la mesure où aucun pays membre ne souhaite la dissolution de l'OTAN quelle marge de manœuvre entre retour à la case départ et fuite en avant ? Est avancée l'idée de rendre l'Otan moins tributaire des impulsions américaines, en s'orientant vers une « OTAN nouvelle » dans laquelle les Européens tiendraient une plus grande place. L'idée n'est pas nouvelle, c'est celle du pilier européen au sein de l'Alliance susceptible d'équilibrer le leadership américain. Jusqu'aujourd'hui une telle idée a rencontré l'hostilité des États-Unis et n'a pas fait l'objet d'un consensus chez les Européens eux-mêmes. Ces derniers temps on rencontre l'appréciation que compte tenu des difficultés rencontrées en Irak et en Afghanistan, les États-Unis seraient susceptibles d'assouplir leur position à ce sujet. Pour preuve les interventions prononcées à Paris et à Londres, en février 2008, par Victoria Noland ambassadrice des États-Unis auprès de l'OTAN, dans lesquelles semble reconnue une certaine autonomie de la défense européenne. Printemps transatlantique ou tentatives de soutenir la position « bruxelliste » soutenue par Nicolas Sarkozy pour la présidence française de l'Union européenne ? A suivre. Il reste que positions renforcées des Européens au sein de l'OTAN, complémentarité de la PESD avec l'OTAN concourent à souligner la centralité de l'Alliance pour tous les projets concernant la défense commune européenne. Ce soucis prioritaire est tenace et a été réaffirmé récemment par le premier

ministre britannique, Gordon Brown. Et cette position n'est pas isolée au sein de l'Union.

Alors l'affirmation d'une autonomie stratégique réelle, prônant la primauté de ses valeurs et objectifs serait-elle impossible ? Difficile sans aucun doute, du fait des pressions américaines et du cœur des voix européennes qui ne chantent pas à l'unisson, mais pas impossible. Il y a du grain à moudre dans cette bataille, d'autant que de récents sondages montrent que les opinions publiques sont mieux disposées que les États à voir le continent se dégager de la tutelle américaine, afin de promouvoir une puissance européenne positive, ouverte aux coopérations avec le monde. Reste bien sur à lui permettre de s'exprimer plus largement et à l'aider à se mettre en mouvement.

**Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.**

**6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19**

**01 42 17 45 27          [recherinter@internatif.org](mailto:recherinter@internatif.org)**

**Abonnements 4 numéros par an : 50 Euros, Étranger 75 Euros**